

EDITORIAL:

Lors de notre 3ⁱème "Salon des langues et de la Communication" le 6 octobre 2005 à Copenhague, le Directeur Général Karl-Johan Lönnroth (Direction Générale de la Traduction de la Commission Européenne), a fait un exposé très rassurant sur « la construction d'une Europe plurilingue »¹. Ce fut un tour d'horizon très complet qui ne laissait aucun doute sur le fait que le principe de l'Europe plurilingue reste inchangé et que cette politique est toujours considérée comme une des bases de l'Union Européenne.

Le Directeur Général s'est retourné contre les partisans d'une seule langue officielle (l'anglais) à l'intérieur de l'Union. Cela irait contre les traités qui sont basés sur le respect de la diversité culturelle et linguistique en Europe et non pas sur une uniformisation linguistique. Chacun doit avoir le droit de communiquer avec l'Union dans sa propre langue et il n'y a aucune raison d'obliger les citoyens à apprendre une seule langue étrangère, qui n'est pas la leur, pour communiquer avec les institutions de l'UE.

Par contre, pour des raisons culturelles et économiques, il est important que tous les Européens apprennent au moins une ou deux langues étrangères. Le Conseil de l'Europe recommande² l'apprentissage à l'école de deux langues étrangères afin d'éviter, justement, que tous les élèves ne choisissent l'anglais.

Le Directeur Général a passé en revue les problèmes et les avantages du plurilinguisme ainsi que les responsabilités qui pèsent sur nos institutions, sur les autorités des pays membres et sur nous-mêmes en tant qu'individus.

Il a énuméré les efforts déployés par l'Union pour favoriser le plurilinguisme, tout en soulignant que ce sont les pays membres qui doivent mettre en place des politiques scolaires qui permettent de réaliser le plan d'action de la Commission³, publié en 2003, et les recommandations de Barcelone.

¹ Karl-Johan Lönnroth, Generaldirektør: "Opbygning af et flersproget Europa". Europa-Kommissionens Generaldirektorat for Oversættelse. Kommunikations- og Sprogforum, København, den 6. oktober 2005.

http://europa.eu.int/comm/dgs/translation/about_us/dg/dg_en.htm

² Recommandation de Barcelone 2002 (Conclusion de la Présidence du Conseil Européen)
<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=DOC/02/8&format=HTML&aged=0&language=fr&guiLanguage=en>

³ Plan d'action pour la promotion de l'apprentissage des langues et la diversité linguistique, 2003.
http://europa.eu.int/comm/education/policies/lang/policy/index_fr.html

Enfin, il a exprimé l'espoir que les décideurs politiques de l'UE, qui soutiennent la politique du plurilinguisme, joindront le geste à la parole et seront prêts à payer le prix des mesures à prendre.

Malheureusement, force nous est de constater que c'est loin d'être toujours le cas. Beaucoup de gouvernements se sont mis en devoir de faire élaborer des rapports et des plans d'action par des experts mais ils ne suivent pas leurs conseils, et on aurait pu espérer dans l'exposé du Directeur Général une discussion des problèmes démocratiques qui risquent d'apparaître faute d'une législation adéquate.

Un récent article dans la revue danoise « Langue et Société »⁴ expose à titre d'exemple, la situation en Suède : En 2002 un groupe d'experts elabora sur la demande du gouvernement un rapport⁵ qui devait servir de base à une législation dans le domaine des langues. Depuis, d'année en année, cette législation a été repoussée. Entretemps, la langue anglaise est en train d'envahir la Suède : le monde commercial est persuadé que la compétitivité du pays est directement proportionnel au nombre d'entreprises qui optent pour l'anglais comme langue officielle. Dans certaines sections de la banque nationale suédoise, l'anglais est la seule langue de travail. Les universités essayent d'obliger les chercheurs à rédiger tous leurs articles et toutes leurs thèses en anglais, et le ministère des affaires étrangères va jusqu'à conseiller aux parlementaires suédois au sein de l'UE d'indiquer dans leur CV qu'ils sont anglophones, afin d'économiser les frais d'interprètes.

Nous savons que ces dernières années des experts éminents ont mis à plusieurs reprises les politiciens en garde contre le problème des langues qui risque de tourner en problème démocratique : le clivage linguistique peut vite se transformer en un clivage social.

Aujourd'hui, selon l'article susmentionné, c'est le Président de l'Office national de la langue suédoise qui s'inquiète, et à juste titre : Il prévoit, au pire, une décomposition linguistique complète de la société suédoise. Une élite se retranchera derrière la langue anglaise, les Suédois d'origine étrangère les plus défavorisés (env. 1 million), n'auront ni la possibilité de parler leur langue maternelle ni d'apprendre assez bien le suédois pour se tirer d'affaire et, au milieu, une grande majorité se sentira menacée des deux côtés.

« Cela ne sera pas agréable » conclue-t-il, et on ne peut que lui donner raison.

Le Comité Rédacteur

⁴ Jørgen Christian Wind Nielsen: *Kuldsejler Sveriges sprogpolitik?* (« Est-ce que la politique des langues en Suède est en train de chavirer? ») Sprog og Samfund; Nyt fra Modersmål-Selskabet, Nr.3, September 2005.

⁵ "Mål i Mun – Förslag till handlingsprogram för svenska språket." Betänkande av Kommitén för svenska språket, Stockholm 2002. Statens Offentliga Utredningar. ISSN 0375-250X.